CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.584/4
du 26 juin 2017

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.584/4
van 26 juni 2017

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen'

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Le 24 mai 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 juin 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 juin 2017.

*

Op 24 mei 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht, binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 juni 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 juni 2017.

*

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 8 du projet (article 18/1, en projet, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 'fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagé'), doit être considéré comme de nature à entrainer des dépenses, au sens de l'article 10, § 1er, 2°, et 32, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget'.

Le projet doit, en conséquence, être soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget.

L'accomplissement de ces deux formalités préalables sera en outre visé au préambule du projet.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er du préambule, il convient de mentionner que les alinéas 3 et 4 de l'article 6 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' ont été respectivement modifié et inséré par l'ordonnance modificative du 14 avril 2016.

2. Il n'y a lieu de viser ni l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', ni l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 2014 portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012[1].

Les alinéas 2 et 4 doivent donc être omis du préambule.

[1] Voir dans le même sens l'avis 59.146/4 donné le 13 avril 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 2016 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés'.

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Il convient, par contre, de consacrer un nouvel alinéa à l'accomplissement de la formalité préalable imposée par ces dispositions, à savoir l'établissement du rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes [2].

3. Le considérant n'éclaire en rien la portée concrète du projet, il est inutile et sera omis.

4. Un nouvel alinéa relatif au visa du présent avis de la section de législation du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 61.584/4 du Conseil d'État, donné le 26 juin 2017, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

5. Il convient également d'ajouter dans le préambule du projet les mentions des ministres proposants [3] et la délibération collégiale [4] du projet.

DISPOSITIF

Division du dispositif en chapitres

La division du dispositif en chapitres Ier, comprenant les articles 1er à 16 et IV, comprenant les articles 17 et 18, est incomplète. Vu son absence d'utilité, il est préférable de l'omettre.

Article 1er

1. Dans la phrase liminaire, il convient de mentionner les modifications déjà subies par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 2013. Il convient également d'y ajouter le millésime de ce dernier.

L'auteur du projet vérifiera également sur ce point les autres dispositions modificatives que comporte le projet.

2. Le 2° ajoute à l'énumération des conditions auxquelles doit répondre l'opérateur en vue d'être agréé pour l'usage des places de stationnement réservées pour l'autopartage, l'exigence suivante :

« Après une durée maximale d'utilisation de 72 heures, la voiture est ramenée à la station de véhicules d'autopartage et mise à la disposition de tous les utilisateurs ».

[2] Voir l'avis 59.146/4.

[3] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 41 et formule F 3-8-2.

[4] *Ibid.*, recommandation n° 43 et formule F 3-9-2.

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Le respect d'une telle obligation incombe cependant aux utilisateurs des véhicules mis à disposition par les opérateurs, et non à ces derniers. Elle n'a donc pas sa place dans l'énumération figurant à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 2013.

Article 2

1. Au 1°, mieux vaut utiliser l'expression « la renonciation au bénéfice de l'agrément ».

La même observation vaut pour la suite du projet.

2. Le 2° ajoute à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 2013 un nouveau paragraphe trois comprenant deux alinéas.

L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 2013 n'étant pas divisé en paragraphes, il n'y a pas lieu de considérer que ces deux alinéas ajoutés en constituent le paragraphe 3.

Article 5

Le 1° doit être revu. Le texte français de l'article 13, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 2013 qu'il tend à modifier ne comprend pas le mot : « stations ».

Article 6

Au 1°, le texte français utilise l'expression « est réparti équitablement » et le texte néerlandais « wordt gelijk verdeeld ».

L'auteur du projet doit veiller à la cohérence entre les deux textes : la disposition sera revue en conséquence.

Article 15

1. Dans la phrase liminaire, il convient de viser plus précisément l'article 19/2, § 1er, 3°, du même arrêté.

2. Pour le surplus, cette disposition modificative appelle la même observation que l'article 1er, 2°, du projet.

Article 16

Le texte modifié doit être identifié avec plus de précision.

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Article 17

Compte tenu de l'observation formulée sous les articles 1er et 15, la disposition est inutile et sera omise.

*

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Er moet van uitgegaan worden dat door artikel 8 van het ontwerp (ontworpen artikel 18/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 'houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen') uitgaven kunnen ontstaan in de zin van artikel 10, § 1, 2°, en 32, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak'.

Het ontwerp dient bijgevolg om advies aan de inspecteur van Financiën en voor akkoordbevinding aan de minister van Begroting voorgelegd te worden.

Voorts dient in de aanhef van het ontwerp verwezen te worden naar de vervulling van die twee voorafgaande vormvereisten.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid van de aanhef moet vermeld worden dat het derde en het vierde lid van artikel 6 van de ordonnantie van 22 januari 2009 'houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' respectievelijk gewijzigd en ingevoegd zijn bij de wijzigingsordonnantie van 14 april 2016.

2. Er behoort niet te worden verwezen naar artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', noch naar artikel 13 van het besluit van de regering van 24 april 2014 houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012.[1]

Het tweede en het vierde lid dienen dan ook uit de aanhef weggelaten te worden.

[1] Zie in dezelfde zin advies 59.146/4, gegeven op 13 april 2016 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 april 2016 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen'.

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Daarentegen behoort wel een nieuw lid te worden opgenomen waarin vermeld wordt dat het voorafgaand vormvereiste vervuld is dat door die bepalingen voorgeschreven is, namelijk het opstellen van een evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.[2]

3. Aangezien de overweging geen enkel inzicht verschaft in de concrete strekking van het ontwerp, is ze overbodig, zodat ze weggelaten dient te worden.

4. Er dient een als volgt geredigeerd nieuw lid opgenomen te worden om te verwijzen naar dit advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State:

"Gelet op advies 61.584/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".

5. De aanhef van het ontwerp dient daarenboven aangevuld te worden met de vermelding van de ministers die het ontwerp voordragen[3] en van het feit dat een collegiale beraadslaging[4] plaatsgevonden heeft over het ontwerp.

DISPOSITIEF

Indeling in hoofdstukken van het dispositief

De indeling van het dispositief in hoofdstuk I, dat bestaat uit de artikelen 1 tot 16, en hoofdstuk IV, dat bestaat uit de artikelen 17 en 18, is gebrekkig. Aangezien ze geen nut heeft, is het beter om ze achterwege te laten.

Artikel 1

1. In de inleidende zin dient melding gemaakt te worden van de wijzigingen die eerder aangebracht zijn in artikel 4 van het besluit van de regering van 21 maart 2013. Daarenboven dient uitdrukkelijk vermeld te worden dat het om een besluit van 2013 gaat.

De steller van het ontwerp dient eveneens na te gaan of de overige wijzigingsbepalingen die het ontwerp bevat op dat punt voldoen.

2. In de bepaling onder 2° wordt aan de opsomming van de voorwaarden waaraan de operator moet voldoen om erkend te worden voor het gebruik van de voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen, het volgende vereiste toegevoegd:

---

[2] Zie advies 59.146/4.

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 41 en formule F 3-8-2.

[4] *Ibid.*, aanbeveling 43 en formule F 3-9-2.

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

"De wagen wordt na een maximale gebruiksduur van 72 uur weer terug gebracht naar de autodeelstandplaats en ter beschikking gesteld aan alle gebruikers."

Een dergelijke verplichting dient evenwel nageleeft te worden door de gebruikers van de voertuigen, die door de operatoren ter beschikking gesteld worden en niet door de operatoren zelf. Ze hoort dan ook niet thuis in de opsomming in artikel 4 van het besluit van de regering van 21 maart 2013.

Artikel 2

1. In de bepaling onder 1° zou beter gebruikgemaakt worden van de uitdrukking "afstand van het voorrecht van erkenning".

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

2. In de bepaling onder 2° wordt in artikel 9 van het besluit van de regering van 21 maart 2013 een nieuwe uit twee leden bestaande paragraaf 3 ingevoegd.

Aangezien artikel 9 van het besluit van de regering van 21 maart 2013 niet onderverdeeld is in paragrafen, kan er onmogelijk van uitgegaan worden dat die twee ingevoegde leden paragraaf 3 van dat artikel vormen.

Artikel 5

De tekst van de bepaling onder 1° moet herzien worden. In de Franse tekst van artikel 13, § 1, van het besluit van de regering van 21 maart 2013 komt het woord "stations" immers niet voor.

Artikel 6

In de bepaling onder 1° wordt in de Franse tekst de uitdrukking "est réparti équitablement" en in de Nederlandse tekst de uitdrukking "wordt gelijk verdeeld" gebruikt.

De steller van het ontwerp dient toe te zien op de samenhang tussen de beide teksten. De bepaling behoort dienovereenkomstig herzien te worden.

Artikel 15

1. In de inleidende zin moet meer bepaald verwezen worden naar artikel 19/2, § 1, 3°, van hetzelfde besluit.

2. Voor het overige geeft die wijzigingsbepaling aanleiding tot dezelfde opmerking als artikel 1, 2°, van het ontwerp.

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡

Artikel 16

Er dient nauwkeuriger aangegeven te worden, welke tekst gewijzigd wordt.

Artikel 17

Gelet op de opmerkingen die over de artikelen 1 en 15 gemaakt zijn, is het artikel zinloos, zodat het geschrapt dient te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

‡LW-BAHRNFFBJ-GBFIEUQ‡